

Quand la télévision relaie le maître

Au Forum mondial sur l'éducation qui se tiendra à Dakar en avril, le Mexique partagera son expérience de 32 ans passés à enseigner à travers la télévision et ses avancées récentes dans l'utilisation des satellites et de l'Internet dans l'éducation. Le projet Telesecundaria rend disponible l'éducation secondaire aux élèves dans 14.000 écoles rurales. Pendant ces cinq dernières années, un satellite appartenant au gouvernement a diffusé les programmes éducatifs à travers le pays et vers d'autres nations de l'Amérique Latine. Quelque 3.300 écoles sont liées à ce nouveau réseau sur Internet.

Mexico est à l'avant-garde de la transmission de données et des technologies pour la diffusion de programmes éducatifs, a dit Sofialecia Morales, directrice des relations internationales au Secrétariat de l'Éducation. Morales sera l'un des représentants de Mexico à la réunion de Dakar.

Telesecundaria, le plus vieux projet de ce genre en Amérique Latine, atteint un tiers des cinq millions d'élèves du cours secondaire. C'est d'autant plus important dans les zones rurales où le nombre d'élèves qui finissent l'école primaire fait qu'il est impossible de construire des infrastructures scolaires séparées.

A l'aide d'un poste téléviseur, un magnétoscope et un matériel audio-

visuel, les élèves de l'école supérieure, en groupe de moins de 25 élèves, suivent les cours sous la conduite d'un enseignant. En 1995, le projet telesecundaria a été rénové et étendu aux écoles primaires ainsi qu'à l'enseignement technique, à travers le Système de la Télévision Educative par Satellite (EDUSAT).

Quelque 33.500 centres de réception, avec des décodeurs et des postes téléviseurs ont été installés à travers tout le Mexique. Ils reçoivent neuf chaînes de programmes éducatifs, dont quatre sont exécutés par le gouvernement et cinq par l'Institut Latino Américain de la Communication Educative.

Les programmes qui sont diffusés auprès de 30.000 écoles à travers le Mexique, apportent une grande contribution à la formation des enseignants, à l'éducation des adultes et au développement des programmes éducatifs. "Pour un pays large comme le nôtre (100 millions, avec un taux d'analphabétisme de 10 pour cent), ce que nous avons est encore insuffisant, mais nous faisons des progrès considérables à travers l'utilisation du satellite Satmex 5 qui appartient à l'Etat mexicain", a dit Morales.

Attravers divers accords, le Mexique diffuse aussi des programmes éducatifs à certains pays en Amérique Centrale et à la communauté hispanique au sud des Etats Unis. Le

Mexico a aussi la capacité non encore exploitée pour diffuser sur le continent américain entier. Satmex 5 a diffusé 25.000 heures de programmes éducatifs en 1999. Cette année, le Mexique mettra sur pied la première bibliothèque de l'Amérique Latine pour les vidéos éducatives, avec quelque 100.000 vidéos, auxquelles les enseignants et les élèves auront accès.

Ils seront prochainement disponibles sur un réseau informatique. Pendant ces deux dernières années, le gouvernement du Mexique a créé le Réseau Scolaire de l'Informatique éducative, dans le but de profiter de l'Internet pour créer un lien entre les écoles se trouvant sur le territoire national et de permettre que cette technologie qui est actuellement utilisée par moins de 1 pour cent des élèves soit étendue sur l'ensemble du territoire.

Quelque 3.300 écoles sont déjà reliées au réseau, a dit Morales, qui a ajouté que le programme est en train d'être développé avec le soutien du gouvernement, des groupes de parents d'élèves et des institutions privées.



Les «poubelles» d'hier aspirent à l'excellence

Le continent africain ne compte que 8 à 10 pays dont le système éducatif marche, affirmait M. Adrian Verspoor, spécialiste de l'éducation au siège de la Banque Mondiale, lors de la conférence de l'Afrique subsaharienne sur l'éducation pour tous, tenue à Johannesburg en décembre dernier.

Les pays du continent consacrent pourtant 20 milliards de dollars par an à l'éducation dont 600 à 700 millions proviennent de l'aide extérieure.

L'Afrique a énormément investi dans l'éducation depuis les indépendances dans l'espoir que l'école aidera le continent à sortir de la pauvreté et de la marginalité de ses populations dans un monde d'économie globalisée.

Les effectifs scolaires et les dépenses publiques pour l'éducation ont ainsi connu une expansion extraordinaire dans la décennie qui a suivi les indépendances.

Dans le primaire, les effectifs sont passés de 21,2 millions à 54,7 millions entre 1970 et 1988 et ceux du secondaire de 2,2 millions à 11,7 millions pendant la même période.

Les répercussions de la crise économique sur le système éducatif africain ont été dévastatrices. Le taux de croissance du revenu par habitant a été en moyenne négatif en Afrique subsaharienne au cours de la période 1976-1990.

Les «poubelles» d'hier aspirent à l'excellence de notre temps. C'était une honte d'aller à l'école privée qui ne recevait que les déchets du système, faisait remarquer le gouverneur de la banque centrale des Etats de d'Afrique de l'Ouest (Bceao) au cours d'une émission télévisée. Aujourd'hui, c'est la tendance inverse qui semble prévaloir: l'ambition de tout parent d'élève est d'envoyer sa progéniture à l'école privée sensée être la plus performante.

Un éternel débat porte sur la question de savoir si les écoles privées ont un meilleur rendement et sont plus rentables que les publiques. La définition même du terme privé fait l'objet de discussions entre spécialistes dont certains estiment qu'un grand nombre d'écoles dites privées sont largement financées et réglementées par l'Etat. Au niveau des performances, quand l'école publique fait des résultats meilleurs que ceux de l'école privée, certains expliquent cet état de fait par les traitements discriminatoires et l'insuffisance des fonds alloués par l'Etat.

Par contre, lorsque c'est le privé qui prend le dessus sur le public, on se plaît à dire que cela est le fait du caractère moins bureaucratique des processus de prise de décision. Le meilleur rendement d'une catégorie d'écoles par rapport à l'autre peut s'expliquer par des raisons étrangères à leur nature publique ou privée, par exemple la qualification des enseignants et le milieu social des parents, fait remarquer une étude de l'Institut international de planification de l'éducation (Iipe), basé à Paris. Selon le rapport de la commission internationale de l'éducation pour le 21ème siècle présidée par le français Jacques Delors, les institutions formelles qui sont au cœur du système éducatif, qu'elles soient publiques ou privées, doivent manifestement agir de manière concertée et selon une vision à long terme.

Dans le processus de consolidation de leur identité nationale, les pays africains avaient obligation d'atteindre par le biais de l'éducation publique, l'objectif politique de l'enseignement gratuit et universel. Pour s'imposer dans cet environnement, l'enseignement privé a bénéficié du statu quo qui entourait son existence depuis les années 60 quand les dirigeants de l'Afrique indépendante le considéraient comme un phénomène temporaire, mais on s'est vite aperçu que l'offre de l'éducation publique existante ou projetée ne suffisait pas à répondre à une demande toujours croissante. Dans la plupart des pays africains confrontés à des problèmes économiques ou de croissance démographique non maîtrisée, l'enseignement privé demeure une réponse naturelle au besoin d'assurer à la population d'âge scolaire un accès à l'éducation de base.

Les relations entre les deux ordres d'enseignement peuvent aller de la concurrence à la complémentarité. La dynamique de l'évolution et du développement de l'enseignement privé peut même fournir des indications très utiles aux décideurs pour déceler les faiblesses de l'éducation publique, fait-on remarquer.

Un éternel débat porte sur la question de savoir si les

Philippines

Des fonds pour les écoles publiques

Les cours dispensés à l'ombre d'un arbre fruitier ou dans des bâtiments d'écoles délabrées, sont assez fréquents dans les zones rurales aux Philippines.

Avec la maigre part de fonds alloués à l'éducation dans le budget annuel du gouvernement, cela prendra quelque temps avant que le manque de salles de classes, de livres, de tables bancs, et même de maîtres, ne soit réglé convenablement.

Le département philippin de l'éducation admet qu'il a besoin de construire 21.000 salles de classes et d'embaucher 10.000 enseignants pour les écoles publiques sur tout le territoire, pour combler le déficit actuel, mais le problème est de trouver de l'argent pour financer cela.

Nul doute que la qualité de l'éducation s'est détériorée rapidement dans un pays qui s'est une fois vanté d'avoir eu les taux d'alphabétisme les plus élevés d'Asie.

Alors qu'il y a 16 millions d'élèves inscrits dans les écoles primaires et secondaires publiques, les Philippines "dépensent seulement un huitième de ce que la Thaïlande met de côté pour l'éducation de base", affirme un journaliste qui a longuement écrit sur le secteur éducatif.

Il y a eu un accroissement minimum des dépenses publiques sur les services sociaux - éducation de base, prévention en matière de santé, eau et installations sanitaires - par rapport à la dépense publique totale, selon Philip Tuao, du Centre d'Etudes Politiques de l'Université Ateneo de Manila.

"La proportion humaine (la part de dépenses sur les services sociaux de base au budget total) à tout juste connu une légère hausse, passant du niveau de 11 pour cent à 12 pour cent en 10 ans - 1987 à 1997", a-t-il dit.

La malnutrition résultant de la pauvreté a été citée par l'UNESCO comme l'un des facteurs qui contribuent au pro-

blème de l'éducation. Une étude de l'UNESCO en 1999 affirme qu'environ 1,7 million d'enfants Philippines dans la tranche d'âge de 7 à 12 ans ne sont pas à l'école. La plupart viennent des provinces les plus pauvres du pays.

Sur 100 enfants philippins inscrits chaque année, 66 achèveront l'école élémentaire, 42 pour cent le lycée mais seulement 14 pour cent obtiendront un diplôme de niveau secondaire, affirme le Centre pour les Etudes d'Asie Pacifique.

Le gouvernement essaie actuellement d'améliorer la qualité de l'éducation. Premièrement, il a initié un programme d'acquisition de manuels pour améliorer le ratio manuel scolaire-élève dans les écoles publiques.

Sous un programme financé par la Banque Mondiale pour 26 provinces, le département de l'éducation espère amener le ratio à un livre pour trois élèves au cours de l'année scolaire qui débutera en juin. Le ratio actuel est de 1 sur 6 à l'école primaire et de 1 sur 8 au cours secondaire.

Avec des fonds supplémentaires qui sont déjà affectés par le Congrès des Philippines, le pays espère ramener le ratio à 1 sur 2 en juin 2001. Un autre prêt de la Banque Asiatique de Développement est prévu pour atteindre le ratio idéal de 1 sur 1 en juin 2002.

Les résultats de l'étude financée par le gouvernement appelée Assistance des Enseignants pour un Bien-Être Optimum (TAO), ont encore apporté à l'attention du public la détérioration de la qualité du programme d'enseignement et de la compétence des enseignants.

Sur les 405.973 enseignants qui ont été interrogés, 55 pour cent disent que leurs écoles ne sont pas électrifiées, alors que 84 pour cent n'ont pas d'eau couran-

te. Seulement 38 pour cent sont dotées de toilettes.

Environ un quart des maîtres disent qu'ils enseignent dans des classes sans toiture ; 45 pour cent disent qu'ils apportent leurs propres tables à l'école, 43 pour cent apportent leurs propres chaises. Ceux qui ont des tables et des bancs disent que ces mobiliers sont de mauvaise qualité et sont inadaptés pour les utilisateurs.



La pauvreté des parents est telle qu'il n'y a d'issue que dans la gratuité de l'enseignement public